

Funding for Access to Information Regulators and Officers in Public Institutions

WHEREAS timely access to public records and transparency in public institutions are essential in an open and democratic society, and the Courts have characterized Canada's federal, provincial and territorial access to information and privacy laws as "quasi-constitutional;

WHEREAS the ever-expanding volume of digital records, underinvestment in information storage and management technologies, and rising access-to-information requests have led to chronic delays, effectively denying timely access;

WHEREAS privacy and access to information regulators, including the Information Commissioner of Canada in her 2023-2024 annual report, have called for increased funding, streamlined processes, and efficient resource allocation to carry out their mandates effectively;

BE IT RESOLVED THAT the Canadian Bar Association urge federal, provincial and territorial governments in Canada to provide

Financement des agents et des autorités de réglementation responsables de l'accès à l'information dans les institutions publiques

ATTENDU QUE l'accès rapide aux documents publics et la transparence des institutions publiques sont indispensables dans une société ouverte et démocratique et que les tribunaux ont qualifié de « quasi-constitutionnelles » les lois fédérales, provinciales et territoriales sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée;

ATTENDU QUE le volume croissant de documents électroniques, le sous-financement des technologies de stockage et de gestion de l'information et la hausse des demandes d'accès à l'information engendrent des retards chroniques, ce qui contrevient au principe d'accès rapide;

ATTENDU QUE les autorités de réglementation en matière de protection de la vie privée et d'accès à l'information, y compris la commissaire à l'information du Canada dans son rapport 2023-2024, réclament une majoration du financement, des processus simplifiés et une allocation efficace des ressources pour pouvoir remplir leurs mandats efficacement;

QU'IL SOIT RÉSOLU QUE l'Association du Barreau canadien exhorte les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux à allouer un

adequate funding and resources to privacy and access to information regulators, and to access to information and privacy offices within public institutions.

Resolution carried at the Annual Meeting of the Canadian Bar Association held in Toronto, ON, February 4, 2025.

financement et des ressources suffisants aux autorités de réglementation du secteur de la protection de la vie privée et de l'accès à l'information ainsi qu'aux bureaux de protection de la vie privée des institutions publiques.

Résolution adoptée à l'Assemblée annuelle de l'Association du Barreau canadien, à Toronto (ON), le 4 février 2025.

**Steve Levitt, BA (Hons), LLB / B.A. (spéc.), LL.B.
Chief Executive Officer/Chef de la direction**